

Énoncé

Document

L'engagement de la France au Sahel

« Vingt ans après l'apparition sur la scène djihadiste d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), cinq pays du Sahel tentent d'unir leurs forces pour lutter conjointement contre les groupes terroristes qui sautent par-dessus leurs frontières pour les frapper au cœur. Dimanche 2 juillet, à Bamako, les chefs d'État de la Mauritanie, du Niger, du Mali, du Burkina Faso et du Tchad, pays les plus touchés de la région par ce phénomène et réunis au sein du « G5 Sahel », lanceront officiellement une force conjointe de 5 000 hommes, la FC-G5S, en présence du président français, Emmanuel Macron, à Bamako. Une étape qualifiée de « décisive » par l'Élysée pour cette initiative encore embryonnaire, soutenue à bout de bras par la France, très engagée militairement dans cette région. Depuis l'élection de M. Macron, Paris est à la manœuvre pour tenter de donner corps à cette force qui viendrait épauler les casques bleus de la Minusma et l'opération française Barkhane⁽¹⁾ consacrée à la lutte antiterroriste au Sahel. Le G5 Sahel, créé en novembre 2015, ne parvenait pas à dépasser le cadre. Paris insiste sur la complémentarité des différentes forces et contredit ceux qui lui prêtent l'intention d'y trouver là une voie de sortie pour une coûteuse opération Barkhane (800 millions d'euros par an) qui donne des signes d'ensablement au Mali. Un retrait prématuré serait un signe d'échec au regard de l'instabilité actuelle de cette zone qu'elle est censée sécuriser, aux côtés de la mission des Nations unies, la Minusma⁽²⁾, et des armées nationales.

Ainsi, c'est la France qui a porté la résolution 2 359 votée le 21 juin à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU, négociant pied à pied avec les États-Unis. [...] Le G5 Sahel s'engage à réunir 5 000 hommes, soit 1 000 hommes par pays et projette de les doubler à terme. Cela semble raisonnable. Mais pour citer un exemple comme le Tchad, ses soldats, les plus aguerris, sont déjà engagés contre Boko Haram⁽³⁾, surveillent quelque 1 200 km de frontières explosives avec la Libye et participent à la Minusma. [...] À la question des effectifs s'ajoute celle du niveau de formation et d'équipements [...] « Le G5 Sahel, c'est un bataillon par pays avec un niveau d'équipement encore faible. C'est une priorité pour Barkhane de l'accompagner dans la durée, jusqu'à ce que la situation soit pacifiée », déclarait au Monde le ministre des Affaires étrangères et ancien ministre des Armées, Jean-Yves Le Drian. Pas question pour autant « d'augmenter les effectifs de Barkhane mais plutôt de planifier davantage d'opérations conjointes régulières avec le FC-G5S », explique-t-on à l'Élysée.

Des opérations d'appui — en parallèle aux actions militaires 100 % françaises — qui devraient, dans un premier temps, se limiter à la zone où se croisent les trois frontières Mali-Niger-Burkina Faso. C'est là que se concentre, ces derniers mois, l'essentiel de l'activité des djihadistes qui ont attaqué plusieurs casernes et provoqué de lourdes pertes. Mais toute cette architecture dépend des financements qui, pour le moment, font défaut. Les pays du G5 Sahel sont parmi les plus pauvres du monde. Paris promet des « équipements » et de l'encadrement sur le terrain. [...] »

Source : Christophe Châtelot, article publié le 1^{er} juillet 2017, <http://www.lemonde.fr>

Questions

1. Relevez les éléments montrant que l'engagement de la France au Sahel est militaire et diplomatique.
2. Pour quelles raisons la France intervient-elle au Sahel ?
3. Justifiez le fait que l'intervention de la France au Sahel s'effectue dans un cadre légal international.
4. Quelles sont les limites de l'engagement de la France au Sahel et dans le monde ?

(1)*Opération Barkhane* : opération lancée en 2014 afin de sécuriser les zones libérées au Mali par l'armée française en 2013.

(2)*Minusma* : Mission des Nations unies pour stabiliser le Mali.

(3)*Boko Haram* : organisation terroriste.